

REPUBLIQUE FRANCAISE
PREFECTURE DE L'ORNE
PREFECTURE DU CALVADOS

Directions Départementales de
l'Agriculture et de la Forêt

A R R E T E

Le PREFET de l'ORNE
Le PREFET du CALVADOS

VU le Livre II - Titre 1er du Code Rural, en particulier l'article L 211-1, L 211-2, R 211-12 et R 211-13,

VU l'arrêté interministériel du 8 décembre 1988 fixant la liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire national,

VU les propositions techniques du Schéma Départemental de Vocation Piscicole de l'Orne,

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture de l'Orne,

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture du Calvados,

VU la délibération des Commissions des Sites, Perspectives et Paysages de l'Orne et du Calvados, siégeant en leur formation de protection de la nature,

VU les avis de MM. les Présidents des Fédérations Départementales des Associations Agréées de Pêche et de Pisciculture de l'Orne et du Calvados,

|| SUR proposition des Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt de l'Orne et du Calvados,

CONSIDERANT que la protection du saumon, de la truite de mer et de la truite fario sur la rivière "la Baise" et ses affluents ne peut se limiter à assurer la libre circulation des poissons et que les biotopes spécifiques de leur reproduction et de la croissance des juvéniles doivent être garantis contre toute atteinte.

A R R E T E N T :

Article 1 : Le lit de la rivière "la Baise" et celui de ses affluents tels qu'ils sont désignés ci-dessous à l'article 2 sont déclarés biotopes spécifiques de la reproduction et de la croissance du saumon, de la truite de mer et de la truite fario et protégés comme tels.

Article 2 : Les zones concernées par les mesures de protection et de conservation des biotopes visées dans le présent arrêté sont les suivantes :

- LA RIVIERE "LA BAISE" :

des sources situées sur la Commune d'HABLOVILLE à sa confluence avec "l'Orne" - en limite des Communes de RAPILLY et LES ISLES-BARDEL (Calvados).

- AFFLUENTS RIVE GAUCHE :

* Le ruisseau de "Fontaine André" :

de son confluent avec le ruisseau de "la Planchasse" situé au lieu-dit "Launay-Percot" en limite des Communes de CHAMPCERIE et d'HABLOVILLE à sa confluence avec "la Baise".

* Le ruisseau "des Vallées" :

en aval du C.D. n° 245, lieu-dit "le Moulinet" en limite des Communes de BAZOCHES-AU-HOULME et de CHAMPCERIE à sa confluence avec "la Baise".

* Le ruisseau de "La Guilberdière" :

en aval du plan d'eau situé sur la Commune de BAZOCHES-AU-HOULME

* Le ruisseau "Le Bézeron" :

des sources situées sur la Commune de BAZOCHES-AU-HOULME (en limite du bois de BAZOCHES-AU-HOULME) à sa confluence avec "la Baise".

- AFFLUENTS RIVE DROITE :

* La rivière "la Bilaine" :

des sources situées aux lieux-dits "Rouffigny" (Commune de NEUVY-AU-HOULME - Orne) et "la Haute Côte" (Commune de LA HOGUETTE - Calvados) à sa confluence avec "la Baise".

* Le ruisseau de "Cordey" :

du lieu-dit "Carabillon" (pont du chemin rural) Commune de CORDEY à son confluence avec "la Baise".

* Le ruisseau "la Rançonnière" :

de sa source à sa confluence avec "la Baise" Commune de FOURNEAUX-LE-VAL.

* Le ruisseau des "Veaux Viets" :

du C.D. n° 244 au lieu-dit "Coupigny" en limite des Communes de SAINT-MARTIN-LE-VIEUX et de FOURNEAUX-LE-VAL (Calvados) à sa confluence avec "la Baise".

* Le ruisseau du "Val Liénard" :

des sources situées en limite des Communes de FOURNEAUX-LE-VAL et de MARTIGNY-SUR-L'ANTE (Calvados) à sa confluence avec "la Baise".

* Le ruisseau le "Boulaire" et ses affluents, les ruisseaux de "la Fontaine-Saint-Julien", "du Val d'Anis" et de "la Vallée des Loges" :

des sources à la confluence avec "la Baise".

Article 3 : Sont interdits dans les portions de cours d'eau mentionnés ci-dessus, les travaux et aménagements suivants :

- Les travaux de recalibrage et d'approfondissement du lit,
- La réalisation d'ouvrage dans le lit des cours d'eau protégés,
- La réalisation de plan d'eau en communication avec le lit de ces portions de cours d'eau soit par une prise d'eau, soit par l'évacuation du trop-plein, que cette communication soit directe ou indirecte, permanente ou temporaire ainsi que la réalisation de plans d'eau susceptibles d'avoir une incidence sur les cours d'eau désignés dans le présent arrêté.
- Les rejets d'effluents autres que ceux répondant aux objectifs de qualité des eaux superficielles.

Toutefois, dans le cas où des projets ponctuels de travaux ou de restauration de cours d'eau devraient impérativement être envisagés, ces projets devront obligatoirement être examinés par le Groupe de Travail chargé de la mise en oeuvre des propositions réglementaires et techniques du Schéma Départemental de Vocation Piscicole. Ils seront ensuite soumis, pour autorisation, au Service chargé de la Police des Eaux.

Article 4 : Les lâchers de vase, quelqu'en soit la provenance, sont interdits sur ces portions de cours d'eau, y compris ceux qui sont effectués en amont et dont les effets peuvent se faire sentir dans la zone protégée.

Article 5 : Aucune manoeuvre hydraulique qui aura pour objet de réduire le débit de ces cours d'eau ne devra être effectuée, notamment la pratique des éclusées.

En outre, le maintien d'un débit réservé dans le cours d'eau à hauteur de chaque ouvrage, tel que le définit l'article L 232-5 du Code Rural, devra particulièrement être respecté.

Article 6 : Les travaux d'entretien normal dans le lit (faucardement, nettoyage du lit) devront être effectués régulièrement par les détenteurs du droit de pêche.

Ils devront être conçus de manière à conserver la nature du fond, le niveau antérieurement admissible et le régime hydraulique particulier qui en font un biotope spécifique. Les travaux ne pourront être exécutés que dans une période allant du 15 juillet au 15 octobre et qu'après autorisation préfectorale.

Article 7 : Sans préjudice de la réglementation de la pêche existante, la pêche en marchant dans l'eau est interdite dans les zones protégées de l'ouverture jusqu'au 30 mai.

Article 8 : Le non respect des dispositions du présent arrêté sera constaté par procès-verbal, établi par les agents habilités à constater les infractions relatives à la protection de la nature.

Article 9 : Il sera institué un Comité de Pilotage chargé de veiller à la restauration et à la gestion du patrimoine naturel aquatique des cours d'eau désignés à l'article 2 du présent arrêté. Il pourra notamment proposer toutes mesures permettant d'atteindre les buts ainsi définis.

Article 10 : Le Comité de Pilotage sera composé :

- Diogen? →
- * des membres du Groupe de Travail du Schéma Départemental de Vocation Piscicole,
 - * de Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture ou de son représentant,

Son Secrétariat sera assuré par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 11 : Les Secrétaires Généraux des Préfectures de l'Orne et du Calvados, le Délégué Régional à l'Architecture et à l'Environnement, les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt de l'Orne et du Calvados, les Maires des Communes d'HABLOVILLE, NEUVY-AU-HOULME, CHAMPCERIE, BAZOCHES-AU-HOULME, MENIL-VIN, MENIL-HERMEI (Orne), LA HOGUETIE, CORDEY, FOURNEAUX-LE-VAL, MARTIGNY-SUR-L'ANTE, LES LOGES-SAULCES, RAPILLY et LES ISLES-BARDEL (Calvados), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à MM. les Présidents des Fédérations Départementales des Associations Agréées de Pêche et de Pisciculture de l'Orne et du Calvados.

ALENCON, le 16 SEP. 1992

LE PREFET,
Pour le Préfet,
le Secrétaire Général,

POUR AMPLIATION,
Pour le Secrétaire Général
et par délégation,
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, CHEF DE BUREAU,



Philippe VIGNES

Jeanne TOUSSAINT

CAEN, le 16 OCT. 1992

Pour le Préfet,
le Secrétaire Général,

Pierre DARTOUT